

ADMINISTRATION
3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5^e)

Paraissant mensuellement

le Paria

報 働 勞

Tribune du Prolétariat Colonial

Abonnement, Un an : 5 francs

Chèque postal : Desprès 92-22-Paris

DANS LE NORD

Un Congrès de Travailleurs nord-africains

Dimanche 26 avril s'est tenu à Douai le premier Congrès des travailleurs nord-africains de la Région du Nord.

Nombreux furent les délégués indigènes qui assistèrent à ce congrès pour établir leur programme de revendications.

Encore plus exploités que les ouvriers polonais, italiens, belges ou espagnols, les Algériens forment un pourcentage imposant de la main-d'œuvre employée dans les mines et les usines de la grande région industrielle.

La discussion fut des plus laborieuses, et, fait remarquable, certains délégués, complètement illettrés, montrèrent cependant un esprit critique et une conscience de classe telles, que les vœux qu'ils apportaient au cours du débat furent d'un enseignement utile et contribuèrent à l'établissement et adoption de solutions pratiques.

Ils montrèrent une telle compréhension des problèmes économiques et politiques qu'ils ont anéanti une fois de plus la légende imbécile qui veut que les colons soient réfractaires à l'organisation.

Le congrès fut organisé sous l'égide du Parti communiste français et de la C.G.T.U., mais le bureau fut entièrement composé d'indigènes.

Les orateurs, délégués des divers centres miniers et industriels des départements du Nord et du Pas-de-Calais, furent brefs et « concrets ».

Après avoir entendu l'exposé des délégués du P.C. et de la C.G.T.U., sur différentes questions politiques et économiques, et discussion faite, le congrès adopta à l'unanimité le programme de revendications déjà établi par le premier congrès des travailleurs nord-africains de la Région Parisienne, à savoir :

1. Travail égal, salaire égal ;
2. Journée de huit heures ;
3. Suppression du « denier à Dieu » à l'embauchage ;
4. Accession de l'ouvrier indigène à la qualification ;
5. Droit à la titularisation ;
6. Indemnité pour la femme et les enfants ;
7. Cherté de vie, soins médicaux, indemnité de logement, hygiène de l'habitation ;
8. Suppression du contrat de travail imposé pour l'émigration ;
9. Liberté d'émigration pour la France et l'étranger ;
10. Application aux indigènes des lois ouvrières ;
11. Amélioration des conditions économiques des jeunes (apprentissage, éducation, etc., etc.).

A ce programme général viennent s'ajouter les revendications suivantes particulières aux exploités des mines :

- 1° Carte de réduction sur les chemins de fer pour les pères de famille ;
- 2° Garniture des habitations semblable à celle des ouvriers français et étrangers ;
- 3° Suppression des interprètes indigènes, imposés par les Compagnies ;
- 4° Leur remplacement par des interprètes syndiqués élus par les ouvriers ;
- 5° Election par les ouvriers des interprètes auprès du médecin de la caisse de secours ;
- 6° Installation de lavabos et de bains dans toutes les mines et usines ;
- 7° Participation des colons aux élections du délégué auprès de la caisse de secours, de la caisse autonome et à celle du délégué mineur.

Avant de clore le congrès, les délégués ont tenu à témoigner leur sympathie et leur solidarité aux organisations révolutionnaires de classe, qui, rejetant les considérations de races, prennent en main la défense des opprimés et exploités quels que soient leurs pays et leur couleur.

A ces organisations, les délégués adressèrent 3 télégrammes de sympathie : le 1^{er} pour féliciter le parti français pour la présentation aux élections municipales dans le bloc ouvrier et paysan, des candidatures coloniales, le 2^e à la Fédération d'Alger pour les candidatures de l'Emir Khaled et de Mahmoud ben Lekhal, le 3^e à la C. G. T. Tunisienne, exprimant leur solidarité aux vaillants militants de cette organisation que l'impérialisme français tient sous les verrous pour leur action syndicale.

BOURAHIA

En Cyrénaïque

L'impérialisme italien achève la « conquête ». Depuis le 12 avril, la soldatesque de Mussolini s'est emparée de 6.000 chameaux, 14.000 têtes de bétail et elle a brûlé 600 tentes.

Rien que dans la journée du 17 avril, elle a capturé 600 chameaux, 4.000 têtes de bétail, détruit une centaine de tentes, tué 300 indigènes, emprisonné 100.

Commentant ces « opérations » italiennes, la *Dépêche Coloniale*, organe du colonialisme français, les trouve « brillantes ». Comme ça se retrouve ! Au fait, le colonialisme français vaut bien le colonialisme italien et même le dépasse.

A BAS L'INDIGÉNAT !

Le B.O.P. présente des Candidats coloniaux

L'impérialisme français n'est pas à son aise. Toute sa presse colonialiste, le prouve par des vociférations à l'encontre du communisme. Mais, diable, pourquoi, cet épouvantable et sanguinaire communisme, combattu par le capitalisme avec tant de rage, attire quand même à lui les masses indigènes ? Pourquoi ces masses lui sacrifient-elles les « bienfaits » apportés par la colonisation et pourquoi fuient-elles les « bras marteaux » de la nation dominante ?

Il doit y avoir une raison majeure, qui, malgré M. Pierre Mille, M. de Pourville, M. Outrey ou autres stratèges politiques de la colonisation poussent les parias coloniaux à embrasser ce spectre dont on les effraye ? Et la raison est simple : les indigènes, si ignorants soient-ils, se révoltent à la lutte des classes. Trompés par les divers gouvernements bourgeois qui se succèdent en France, ils ne veulent plus se laisser endormir par les mensonges de la bourgeoisie française.

Lors de la dernière guerre, ils virent des centaines de mille de leurs frères assassinés sur le charnier capitaliste. Ce sacrifice devait être compensé par des réformes : abolition des lois d'exception qui les maintiennent au niveau des bêtes, amélioration de leurs conditions économiques, extension de leurs droits politiques. Mais, tout cela, c'est pure hypocrisie ! Et les indigènes se sont vus édifiés sur tant de promesses fallacieuses ; les engagements les plus solennels reniés, les quelques libertés acquises violées, le Code de l'indigénat devenir plus écrasant.

Las de souffrir de l'état d'infériorité sociale où ils s'éteignent, ils veulent leur place à la lumière, et une part égale des droits dont jouissent d'autres hommes.

Or, cette égalité un seul parti la réclame pour les indigènes, un seul parti l'exige en luttant ferme et sans se soucier des hurlements, ni de la répression gouvernementale esclavagiste. Et la lutte que mène le parti communiste n'est pas seulement verbale. Par des actes concrets dont les indigènes ont pu voir maints exemples et apprécier l'intention hautement désintéressée, le parti rallie dans son sein la masse des exploités et opprimés coloniaux.

Parmi les réformes promises, la représentation des indigènes au Parlement était une de celles qui devaient soulager leurs maux. Elle fut piétinée sans pitié. Le Parti français répondit en mai dernier à cette fourberie du capitalisme en présentant aux élections législatives la candidature de notre camarade algérien Hajali Abdel Kader. Plus de 40.000 ouvriers français ont voté pour le candidat indigène et ont par cela même condamné toute la politique coloniale de la France en portant leurs voix sur cette candidature. Le capitalisme en frémit, le soufflet fut magistral.

A MADAGASCAR

Le Bloc national est mort, dit-on, et les démagogues du Cartel des Gauches doivent réaliser en France, un programme socialiste. Pourtant, dans le colonialisme, phase aiguë de l'oppression bourgeoise, le gouvernement démocrate de M. Herriot s'est montré aussi férocement impérialiste sinon plus, que les autres. Avec lui, la voracité de la Banque de Paris, ce syndicat des appétits colonisateurs, s'est développée librement à Madagascar. Sous forme du monopole, cette firme va s'accaparer de toutes les richesses de la grande île. Tous les moyens sont mis à sa disposition. Et voici une ère qui s'ouvre pour la grande île, d'esclavage, de vol et de crimes. Depuis la révélation de ses gisements de graphites, le sous-sol du pays a été sérieusement prospecté, et vu l'abondance du cuivre, du charbon et autres minéraux qu'il recèle, alors que l'Océanie est dépourvue de métallurgie, on cherche à faire de Madagascar, un grand centre industriel.

Aussi MM. Finaly-Loucheur et autres forbanes de la douce France se sont-ils assurés les positions stratégiques de l'économie malgache : contrôle de la Banque d'Etat, suzeraineté des entreprises industrielles et financières de la localité et concessions à leurs filiales des grands travaux et des mines. Pour produire la valeur et la plus-value, il faut un prolétariat important. Madagascar étant surtout habité par des classes paysannes, on enlève les cultivateurs à leurs terres pour les remettre aux colons en quête de main-d'œuvre. L'indigène, lui, ne doit connaître le progrès que pour mieux souffrir de l'impérialisme. Il est refoulé, en partie, vers les nouveaux centres industriels. Et c'est toute l'odyssée des travailleurs de l'industrie coloniale qui se répète : salaires dérisoires, alcool à profusion, logements insalubres, oppression criminelle d'une administration pourrie.

C. SAINT-JACQUES.

Le prolétariat français montra que malgré la perfidie de la grosse banque et de la grande industrie, l'Union des exploités métropolitains et coloniaux ne fut plus en mythe, elle devint effective et efficace. Les indigènes, eux, ne doutant plus de la sincérité du Parti Communiste, se rallient à lui en grand nombre.

Cette année, c'est aux élections municipales de la Ville de Paris, que le Bloc ouvrier-paysan, présente deux colons, Hadjali (Algérien), dans le cinquième arrondissement, et Seinghor (Sénégalais), dans le treizième.

Les ouvriers parisiens sauront, une fois de plus flétrir la politique gouvernementale en déléguant à l'Hôtel de Ville, deux représentants d'un prolétariat qui, quoique français (c'est le boucher Mangin, qui l'affirme), n'a pas le droit de vote.

La candidature de Seinghor, ce sera une protestation vivante de centaines de milliers d'Africains, que Diagne, pourvoyeur de chair noire, a vendu aux bouchers de 1914. Mutilé de la guerre du « Droit », Seinghor,



SEINGHOR LAMINE
Candidat du Bloc ouvrier-paysan à Paris

mieux que tout autre, saura dénoncer les infamies d'un gouvernement esclavagiste qui veut rétablir le travail forcé, en militarisant tous les nègres afin de parer à la pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans les exploitations colonnières.

Quant à la candidature de Hadjali, dans le quartier du Jardin des Plantes, elle n'est pas moins symbolique. C'est une réplique cinglante à cette combine capitaliste qui englobait plus de dix millions, prélevés sur le sang et la sueur des Nord-Africains, et destinés à construire la mosquée-reclame de la rue Linné. L'impérialisme français veut capter à des fins ignobles la puissance idéologique de l'Islam pour consolider son règne déjà chancelant. Il flirte avec la religion pendant que ses sbires, par des ukases draconniennes interdisent l'immigration aux musulmans en France afin de maintenir

Dans les Colonies hollandaises

AUX INDES NÉERLANDAISES

Depuis que la lutte de classes s'est précisée aux Indes Néerlandaises, les autorités néerlandaises ont tenté de réprimer les communistes de la colonie.

En janvier, c'est l'agression policière contre un meeting communiste de Bandoeng, auquel assistaient 1.500 ouvriers et paysans communistes. La police fait usage des armes. Il y a des blessés de part et d'autre.

La fermeture des écoles communistes, ordonnée par le gouvernement, provoque un mouvement de protestation. La répression s'intensifie. A Ngawi, un meeting auquel assistaient 2.000 ouvriers et paysans indigènes est dissous de force par la police. 2 camarades sont tués, nous avons 30 blessés. La police en a plusieurs. Des incidents analogues se sont produits dans diverses localités.

Le mouvement révolutionnaire, guidé par les communistes, est en voie de progression. Le mouvement syndical aussi.

En décembre 1924 s'est fondée une vaste organisation des ouvriers des transports, marins et dockers. Plus de 5.000 ouvriers étaient présents au congrès de fondation de Soerabaya. L'Union des gens de mer d'Amsterdam, qui compte 1.500 adhérents s'est fédérée avec la nouvelle organisation coloniale.

La plupart des syndicats indigènes est dirigé par des communistes. Notre ami Gondo, qui vient de purger 1 an de prison, a été élu président de la nouvelle organisation des transports. Il est de nouveau arrêté.

La nécessité de la bourgeoisie coloniale et des autorités se traduit par des tracasseries policières incessantes. Aux dernières nouvelles, mesures servantes prises, équivalant pratiquement à la suppression de la liberté des réunions. L'accès des réunions publiques serait interdit aux jeunes gens de moins de 18 ans. L'Etat civil étant encore à peu près inconnu dans les colonies de la Hollande, cette mesure du gouvernement ouvre de larges possibilités à l'arbitraire policier.

P. BERGMA (Java)

ceux-ci dans leur pays sous l'exploitation éhontée des requins coloniaux. A l'Hôtel de Ville, la voix des indigènes s'élèvera contre les machinations du négrier Godin et consorts, qui osèrent prélever 600.000 francs sur les contribuables ouvriers français pour instaurer tout un appareil de répression contre les militants indigènes.

Hadjali exigera pour les travailleurs coloniaux non point des monuments où sous le couvert de la religion, on célébrera des cérémonies patriotiques, mais des habitations hygiéniques, des conditions de vie et de travail égales à celles de leurs frères ouvriers français.

A Alger, le Parti Communiste, pour marquer la solidarité entre ouvriers arabes et ouvriers français, présente deux candidats indigènes non citoyens sur la liste française tandis que sur la liste indigène, il présente deux ouvriers français. L'union des deux races est parfaite.

En tête de cette dernière liste figure l'Emir Khaled. Il est inutile de rappeler la vie et l'œuvre du grand défenseur des Musulmans d'Algérie ; sa popularité parmi ses frères est si grande que l'impérialisme français l'a exilé, espérant étouffer ainsi la voix des parias nord-africains qu'il opprime.

Au 3 mai, les électeurs indigènes feront retentir leur protestation contre cet acte arbitraire, machiné par l'administration coloniale despotique.

Sur la même liste figure le héros indigène de Mayence, celui-là même qui, bravant les baïonnettes de Degoutte, alla prêcher la fraternisation des soldats indigènes avec les cuivres allemands, que les sbires de Poincaré avaient réduits à la famine. Mahmoud ben Lekhal, pour son action sublimée, fut condamné à cinq années d'emprisonnement. Mais, comme Marty, il fut arraché des griffes de la bourgeoisie par la volonté impitoyable du prolétariat de France.

Au sein de la municipalité d'Alger, Ben Lekhal mènera une lutte implacable contre l'administration et ses valets indigènes.

Les musulmans d'Alger, pour protester contre les exactions dont ils sont victimes, à l'instar des 40.000 ouvriers parisiens qui votèrent en mai dernier pour Hadjali, donneront tout leur appui pour élire l'Emir Khaled et Mahmoud ben Lekhal.

Nous ne doutons pas du succès de ces candidatures coloniales, et nous espérons que les aveugles comprendront maintenant pour quoi le communisme épouvante le capitalisme français. Le capitalisme, comme un voleur, entrevoit avec terreur, le jour où il lui faudra rendre des comptes à ses victimes. Ce jour approche, le capitalisme use de tous les expédients pour l'éloigner.

Mais le Communisme vaincra !

EL DJAZAIRI.

AU SÉNÉGAL

LA SOLIDARITÉ PROLÉTAIRIENNE ENTRE EUROPÉENS ET INDIGÈNES

Le capitalisme colonial a subi un échec qui lui a été infligé par le personnel de la ligne de chemin de fer Dakar-Saint-Louis, sous la forme d'une magnifique grève de quatre jours.

Depuis le mois de décembre 1924, le personnel de cette compagnie demandait une augmentation de salaire en rapport avec le coût de la vie, soit une augmentation de 450 francs par mois pour les Européens et les quelques indigènes privilégiés qui occupent des postes importants. Pour les autres catégories d'ouvriers indigènes, les grévistes demandaient une augmentation de 250 francs par mois.

La compagnie résistait à toutes les démarches que la délégation du personnel faisait auprès d'elle. Le conflit devint aigu et la grève allait éclater quand le gouverneur intervint.

Il proposa une augmentation mensuelle de 250 francs pour les Européens, mais en revanche il proposa un tarif de compensation permettant de récupérer ce qu'elle donnait aux Européens et cela au détriment des indigènes. Par une conscience admirable de classe, les Européens refusèrent et se solidarisèrent avec l'élément indigène, ils décidèrent la grève générale sur toute la ligne.

La grève dura quatre jours. La compagnie, soutenue par le gouvernement, fut obligée de donner entière satisfaction aux grévistes, soit 450 francs par mois aux Européens, 250 à 350 francs aux indigènes, suivant l'importance des postes occupés par ceux-ci.

Nous tenons à signaler ce fait particulier, car c'est la première fois que nous voyons les exploités européens des colonies se solidariser d'une façon admirable avec les indigènes des pays opprimés.

SEINGHOR.

PERMANENCES

« Union Intercoloniale », chaque dimanche matin, de 10 heures à midi, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches.

Le « Paria », chaque dimanche matin, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches (5^e).

AUX ANTILLES

Organisations ouvrières, syndicales et politiques

Les dernières nouvelles qui nous sont parvenues des Antilles révèlent une recrudescence de l'organisation syndicale et de l'organisation politique de la classe ouvrière et paysanne à la Martinique.

Au point de vue syndical, nos camarades ont créé un bulletin syndical et institué des syndicats qui méritent plus particulièrement de retenir l'attention :

Un syndicat des Inscriptions maritimes, un syndicat des Employés de commerce, un syndicat des ouvriers en Bâtiment, un syndicat des Métallurgistes et Mécaniciens, un syndicat des Instituteurs et Institutrices.

Ces syndicats sont réunis en une bourse du travail. La volonté des éléments syndicalistes de la colonie promet l'extension prochaine du mouvement. La besogne ne leur manquera pas, si on songe que les vendeurs de magasins touchent un salaire de 75 à 100 francs par mois, la loi sur les accidents du travail n'est point appliquée, que le repos hebdomadaire et la loi de huit heures y sont totalement inconnus.

A côté de l'organisation du prolétariat industriel, il y a l'élaboration d'un mouvement de revendications des petits fonctionnaires, postiers, sous-agents des P.T.T., personnel des ports et rades, dont les traitements, après 15 ans de service, n'arrivent pas à 300 francs par mois. Et le coût de la vie est, dans le pays, sensiblement aussi élevé qu'en France.

Quant au prolétariat agricole, sa situation est encore plus misérable, les salaires les plus élevés ne dépassant pas 6 francs par jour. Aussi, les enfants au-dessous de 13 ans sont-ils déjà obligés de travailler sur les terres dont la totalité appartient à 30 ou 40 familles sur une population de 200.000 habitants.

A côté de l'organisation syndicale, il faut rappeler l'existence d'un groupe communiste Jean Jaurès, affilié à la S.F.I.C., avec un journal, Justice, organe du Bloc ouvrier et paysan.

Ainsi donc, les bases d'une organisation de classe du prolétariat martiniquais existent. Que le Parti et la C.G.T.U. aident et soutiennent ce mouvement, et bientôt les ouvriers et paysans de là-bas seront réunis de leurs instruments de libération.

A la Guadeloupe, la situation des organisations n'est pas aussi favorable. Mais les prolétaires ont subi un tel dégoût des politiques qui les ont éternellement trahis, que tout appui qui leur sera donné doit aboutir à de rapides résultats et de réels progrès.

Nous pouvons espérer qu'avant longtemps les travailleurs antillais se réveilleront à la conscience de classe et seront prêts à rentrer dans le mouvement qui dresse les exploités de toutes races et de tous les pays dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme qui les exploitent.

Un journal du soir affirme, sur un cahier de M. Frossard, que le gouverneur de la Martinique projette de faire arrêter les candidats Lagrosillière et Séjourné, sous le prétexte qu'ils auraient prononcé, au cours de la campagne électorale, un discours « d'excitations ». Nous protestons naturellement contre ces procédés répressifs, bien dignes de l'administration coloniale d'un grand Etat civilisé. Cependant, nous ne pouvons manquer d'observer que le gouverneur de la Martinique n'est, après tout, que le représentant de ce cabinet Caillaux-Painlevé-Briand, qu'on a appelé « le ministère de Paris-Soir ».

Max. CLAINVILLE-BLONCOURT.

MEETINGS COLONIAUX

Au cours de l'année dernière, et au début de cette année même, l'Union Intercoloniale a organisé de nombreux meetings où des orateurs de diverses colonies vinrent dénoncer les méfaits du colonialisme français et flétrir l'impérialisme mondial qui se montre partout assassin et voleur.

Nos meetings eurent tous un succès complet. Chaque fois, ce fut une énorme affluence d'Antillais, de Sénégalais, de Tunisiens, de Marocains, de Chinois, d'Indochinois, d'Hindous et d'Algériens.

Les sympathisants français ne furent pas moins nombreux et les députés communistes Cachin, Berthoin, Doriot, Vaillant-Couturier, ne manquèrent jamais de venir prendre la parole pour tracer le programme anti-colonialiste de l'Internationale Communiste, et pour exhorter les peuples coloniaux à s'organiser, à s'unir au prolétariat de la Métropole afin d'abattre l'ennemi commun : l'impérialisme français et mondial.

Le dernier meeting que nous avons organisé fut consacré à Sun-Yat-Sen. Il eut lieu, au numéro 94 du boulevard Auguste-Blanqui, le 14 avril. Le camarade Voline, attaché à l'ambassade russe, est venu nous apporter le salut du peuple russe, ami de tous les peuples opprimés, coloniaux ou métropolitains. L'allocation du représentant de l'Union des Républiques Socialistes, Soviétiques de Russie fut accueillie par des accents de l'Internationale que l'auditoire, debout, entonna à plusieurs reprises.

LA RÉVOLTE DES ESCLAVES

En Indochine

M. Bardez, administrateur des services civils au Cambodge, a été assassiné par des indigènes, au cours d'une tournée d'inspection qu'il fit dans la province de Kompong-Chhang.

Deux hommes de son escorte eurent le même sort.

Les émeutiers étaient conduits par un Cambodgien nommé Néoli. Ils avaient été jetés, en prison, récemment par l'administrateur Bardez.

Tout ceci rappelle étrangement la grande révolte de Thai-Nguyen (Tonkin), qui éclata en 1917 ; on sait que cette dernière révolte avait été provoquée par l'administrateur tertiaire Darles, et que les « rebelles » n'étaient autres que les indigènes innocents que M. Darles avait mis en cellule, et qui ont réussi à forcer les portes de la prison et attaquer plusieurs provinces.

A la Réunion

Un groupe d'indigènes armés ont attaqué deux gendarmes. Les agresseurs menaient l'attaque en criant : « Il faut en finir avec ces sales Zoroïles ».

Les zoroïles, ce sont les Français de la Métropole.

Au Maroc

Casablanca, 20 avril. — « Le poste français d'Ouled-Kacem est encerclé par des Rifains.

« Au cours d'un conseil qui se tint aussitôt à l'état-major, les décisions nécessaires furent prises. Des renforts ont été dirigés sur le front nord.

« De son côté, le gouverneur de l'Algérie a envoyé quatre bataillons dans la région touchée.

Est-ce enfin le prétexte tant désiré par les troupes de sabre de Lyauté pour ouvrir les hostilités contre la République du Rif ?

En Tunisie

Le 21 mars, pour protester contre les premières décisions de la Commission des Réformes, les indigènes ont observé une journée de deuil. A Bizerte, à Soda El Khemis, à Tunis, les magasins, les ateliers et les échoppes ont été fermés.

Dans les colonies portugaises

Lisbonne, 22 avril. — Le ministre des colonies vient d'être informé par le gouverneur de l'Afrique Occidentale Portugaise que les indigènes de Galahad, de Chamhambeno et de Bolima se sont révoltés.

Des troupes et un avion de bombardement ont été envoyés sur les lieux.

Dans les colonies anglaises

On annonce de Bloemfontein que lundi dernier des troubles sérieux ont éclaté dans les quartiers indigènes. La police a tiré sur une foule de 4.000 hommes.

Selon les derniers renseignements officiels

il y a eu cinq indigènes tués et seize blessés, dont cinq grièvement. Dix agents de police européens ont été également blessés. Les chefs des révoltés ont été arrêtés et les ligues civiques ont été mobilisées pour maintenir le calme dans la ville.

Dans l'Irak

Dans l'Irak, la tribu de chef Yesido ayant refusé par trois fois d'assister à une conférence en vue de régler un différend régional, les autorités militaires de l'impérialisme anglais ont eu recours au bombardement des habitations de la tribu par des avions.

Les indigènes ont répondu à cette méthode d'« arbitrage » par des coups de fusil et ont abattu un avion. Les deux aviateurs, dont un officier, ont été tués.

Les nègres de l'Afrique du Sud réclament l'indépendance

Johannesburg, 22 avril. — Au cours de la séance du congrès national africain tenu hier dans cette ville, le président du Congrès déclara :

« Un jour viendra où nous serons en position de voter telles résolutions qu'il nous conviendra, qu'elles plaisent ou non aux blancs. Le soleil brille pour tout le monde et personne ne peut l'arrêter ! Ne vous endormez pas par conséquent et dites-vous bien que si l'on prétend que ce pays est pour les blancs, la chose ne sera jamais. Ce pays est un pays de noirs et il le restera ! »

— Rappelons qu'au début du mois, la tribu nègre des Rahobots s'est révoltée, armée de fusils de guerre et de munitions.

Aux Antilles

On sait que les ouvriers et les planteurs de la Guadeloupe se sont révoltés au mois de février, au cours d'une grève. Voici quelques détails complémentaires :

Dans les communes de Port-Louis, du Morne-à-l'Eau et du Petit-Canal, l'agitation fut particulièrement grave. A Morne-à-l'Eau, M. Adam, directeur de l'usine de la Société Marseillaise, fut cerné chez lui. Il fallut faire appel à la force armée pour le dégager.

Le gouverneur de la colonie et le procureur général se rendirent sur place. Le calme se rétablit, mais tandis qu'ils étaient devant l'usine du Morne-à-l'Eau, ils apprirent que le gros des manifestants se serait porté au Petit-Canal, à l'usine Duval.

Les manifestants, au nombre de 500, avaient mis le feu aux champs de cannes, puis ils avaient fait un vaste bûcher avec tout le bois qu'ils avaient trouvé. Tandis que quelques employés essayaient d'éteindre l'incendie, ils donnèrent l'assaut à la maison du directeur.

La police fit feu.

Onze manifestants furent tués et plusieurs blessés.

Deux ont été retrouvés carbonisés.

Cependant M. Ballet, directeur de l'usine, a reçu une balle dans la cuisse.

NGUYEN-O-PHAP.

DANS L'AFRIQUE DU SUD

On annonce qu'après les incidents sanglants, à Bloemfontein, de nouveaux troubles ont eu lieu. Tous les ouvriers indigènes, au nombre de 22.000, sont entrés en grève.

Dans toute la région règne un fort courant anglophobe. Depuis quelque temps des milliers de tracts ont été répandus invitant la population à recevoir le prince de Galles de la même façon que les Arabes de Palestine ont reçu lord Balfour. Les tracts disent en outre que les indigènes sont exploités honteusement par les Anglais, afin de rapporter aux représentants de l'impérialisme britannique des bénéfices énormes.

« Rule Britannia »

CHINE — INDE — SOUDAN

Le retour des conservateurs au pouvoir a rendu à l'impérialisme britannique une vigueur nouvelle. Il entend faire en Chine, une politique active et « forte ». Il fut, pour commencer, proposé à la conférence de Londres du 24 novembre dernier, que les chemins de fer chinois fussent contrôlés et surveillés par les forces militaires de l'Amérique, du Japon, de la Belgique, de la France et de l'Angleterre. La Grande-Bretagne, ayant le plus de capitaux placés dans ces chemins de fer, jouera le rôle décisif dans le contrôle et l'occupation des réseaux. — Ce beau projet n'a pas encore prévalu.

Au début de cette année, la capitale officielle de l'Inde anglaise s'est brusquement vue appliquer le « Defense of India Act » de 1918 — loi extraordinaire instituant un état de siège renforcé. Sous ce régime, tous les fonctionnaires et policiers anglais, à partir du grade d'inspecteur, jouissent du droit de procéder à des arrestations et à des emprisonnements des indiens suspects, sans procès ni jugement. Des collèges, des maisons d'étudiants et une certaine d'édifices étaient perquisitionnés en une seule matinée. Une centaine d'arrestations avaient lieu. Nous mentionnerons parmi les personnes détenues : S. Chunder Rose, leader du Comité Exécutif du Congrès National hindou ; Baran Roy, le secrétaire provincial du même congrès ; S. Mitter, le secrétaire du parti Swarajiste ; et bien d'autres swarajistes connus et respectés. Les bureaux des sociétés hindoues étaient occupés par la troupe et la police. Les autorités britanniques du Bengale tentaient de nouveau de résoudre par la force toutes les difficultés politiques.

Nous ne rappellerons pas ici les événements du Japon et d'Égypte encore présents à toutes les mémoires. Ce que l'on sait moins c'est que depuis fort longtemps, les industriels anglais caressaient le rêve d'une « politique économique » en Afrique, à suivre avec énergie. Il s'agit de transformer le Soudan en une vaste plantation et de détourner à cette fin le cours du Haut Nil. La plantation ainsi irriguée pourrait être d'un rendement merveilleux ; mais... l'agriculture du Bas Nil pâtirait gravement de la modification du cours des eaux fécondantes. Aussi les Égyptiens sont-ils opposés à l'exécution de ce plan. L'assassinat du sirdar Sir Lee Slack, a fourni aux Britanniques le prétexte de se délier complètement les mains au Soudan ; ils y sont désormais les seuls maîtres. Le sang versé au Soudan et en Égypte ne leur servira peut-être qu'à engraisser le sol de la plantation soudanaise...

NG. AI-QUAO.

Un grand Révolutionnaire hindou M.-N. ROY

Il fut expulsé de France, au début de cette année, par le gouvernement Herriot, sous l'ordre de l'Angleterre, pendant que deux de ses compatriotes, réfugiés politiques, furent chassés de Pondichéry.

Nous publions aujourd'hui quelques extraits d'un article que Fouladi Ali Kemal a consacré à Manabendra-Nath Roy.

Roy fut jeté en prison, il y a longtemps, en 1915, quand, encore très jeune, il prenait une part active de révolutionnaire ardent dans le mouvement pour la libération politique de l'Inde. Dans tous les pays que Roy a parcourus dans sa vie mouvementée de militant de grande envergure — les pays de l'Extrême-Orient, l'Amérique, le Mexique, et ensuite l'Allemagne, la Suisse, et maintenant la France — l'impérialisme anglo-saxon l'a poursuivi obstinément pas à pas, tantôt enoyant à ses troupes une misérable bande d'espions et d'agents provocateurs, tantôt cherchant son expulsion ou son emprisonnement par une pression politique — tout ceci rappelle les plus odieuses méthodes de l'Okhrana tsariste dans sa persécution des révolutionnaires russes.



MANABENDRA-NATH ROY

Ce fut Roy qui a donné pour la première fois une expression politique — et, en l'occurrence dramatique — aux forces objectives de révolte dans l'Inde, quand, en 1922, il intervint au Congrès National Hindou en un manifeste révolutionnaire qui était une mise au point marxiste de la lutte historique des peuples opprimés en Orient pour leur indépendance politique. Les années à venir montreront peut-être que le manifeste de Roy de 1922 est autant un point historique de départ pour l'Inde que le manifeste communiste de Marx et d'Engels de 1848 l'était pour l'Europe.

Roy dit, dans son manifeste, entre autres choses, que :

« La lutte pour la liberté du peuple hindou est une part intégrale de la lutte du prolétariat international contre la domination capitaliste, en ceci, que son succès renversera en des plus puissants piliers du monde capitaliste. Les révolutionnaires nationalistes de l'Inde devraient donc, non seulement donner la main aux ouvriers et paysans hindous, mais établir des relations étroites avec le prolétariat avancé du monde. Dans ces temps d'impérialisme monopolisateur, les peuples assujettis, dans leur lutte pour la liberté, doivent avoir la coopération d'une organisation internationale du prolétariat révolutionnaire. Les communistes combattent côte à côte avec les nationalistes révolutionnaires et seront toujours trouvés au premier rang. »

S'adressant aux hindous blanquistes, Roy leur exhorte ainsi :

« Braves patriotes, ne gaspillez pas votre énergie en terrorisme futile. Votre noble idéalisme et votre esprit incivable demandent un plus vaste champ d'action. L'organisme d'une société subjuguée et exploitée depuis des siècles est surchargé de matériaux inflammables qui, une fois allumés par des directives révolutionnaires, feront sauter les chaînes de l'esclavage. L'explosion dynamique des forces sociales est beaucoup plus puissante que celle des bombes. L'action révolutionnaire des masses prolétaires libérera l'Inde. Organisons et dirigeons cette action ! »

Ces directives de Roy constituent un danger bien plus grave pour l'impérialisme britannique que la politique de Gandhi le pacifiste et de C. R. Das, le parlementaire. Mais il n'était pas absolument nécessaire de la part de M. Herriot de montrer un tel zèle pour la sûreté de l'empire britannique et de refuser à Roy le droit d'asile politique en France.

ALI-KEMAL FAULADI.

AUX INDES

Une grève vient d'éclater aux Indes. 40.000 ouvriers des chemins de fer du nord-ouest ont cessé le travail. La police attaque les ouvriers en grève à coups de matraque. Les femmes et les enfants ont été jetés hors de leurs maisons. Les directeurs des chemins de fer refusent d'entrer en pourparlers avec le Comité exécutif de l'Union des cheminots, disant que cette Union est inexistante.

L'attitude de la police et des chefs des compagnies a soulevé l'opposition de la population. A noter que les ouvriers en grève ont dû intervenir eux-mêmes pour rétablir l'ordre.

COLONIAUX !

« LE PARIA » EST VOTRE JOURNAL. LISEZ-LE ET FAITES-LE LIRE.

TRIBUNE DE L'INDOCHINE

Au moment où le gouverneur Merlin quitte l'Indochine, il convient de jeter un coup d'œil sur l'œuvre dévastatrice qu'il a accomplie dans notre pays. Nous commençons par les inondations. En effet, si l'Indochine a été ravagée par les inondations, la faute n'en est pas seulement aux éléments, mais aussi au gouvernement qui n'avait pas songé à construire des digues.

Dieu sait pourtant si les impôts rapportent en Indochine ! Les indigènes en sont écrasés.

Au Laos

Vientiane a été isolée du monde pendant deux mois entiers, il s'en fallait de peu qu'elle ne manquât de pain et de riz. Les eaux ont monté jusqu'à deux mètres dans les rues. Sept dixièmes des récoltes ont été perdus dans la province de Viangiane, deux tiers à Cammois et la moitié à Savannakhet, et à Bassac. De nombreuses victimes.

Au Cambodge

Plusieurs routes ont été coupées. Pnom-Penh s'est trouvé isolé des environs.

En Annam

La province de Quinhon a été particulièrement éprouvée. Les lignes télégraphiques ont été arrachées et les routes coupées. 1.467 personnes ont été tuées ; 3.000 bœufs ou buffles, 20.000 porcs ont été noyés ; 20.152 maisons ont été détruites ; 385 jonques ou sampans ont disparu.

Les pertes se sont évaluées à plusieurs millions de piastres (la piastre vaut 10 fr. environ).

Au Tonkin

La dernière crue du Fleuve Rouge a été parmi les plus fortes et les plus longues que l'on ait vues. A Hanoi, les eaux ont été pendant quarante-sept jours au dessus de la cote 9, et vingt-deux jours au-dessus de la cote 10 ; c'était un véritable désastre. Il a fallu dépenser 175.000 francs pour construire une digue plus solide, 160.000 francs pour les réparations des ouvrages d'arts et des bâtiments. Les dégâts causés à l'agriculture portent, à Bac Ninh, sur 7.000 hectares et sont évalués à 440.000 francs ; à Hanoi, sur 53.000 hectares et sont évalués à 3.640.000 francs et à Hung-Yen, sur 64.000 hectares et sont évalués à 4.348.000 francs.

Au total, les inondations de 1924 ont coûté à l'Indochine 120 millions de francs de dégâts et 2.000 morts.

Comment prévenir le retour de pareilles catastrophes ?

Dans une séance de la Commission permanente du Conseil, le gouverneur a promis de prendre des mesures nécessaires ; il a même élaboré plusieurs projets de constructions et de consolidation de digues. Les 20

millions d'Indochinois n'ont plus qu'à attendre l'exécution de ces projets.

Mais, sait-on si ce sera pour demain ou jamais ?

NG. THUONG.

Avis aux Indochinois

Le 23 avril, à l'occasion de la discussion sur le budget des Colonies au Sénat, M. Gaudin de Villaine a dit :

« Si vous n'êtes pas résolu à défendre l'Indochine, vendez-la ! »

Voilà qui est net et juste. Les 20 millions d'Indochinois en prendront acte ! Ceux d'entre eux, à qui l'on avait fait croire que leur pays a besoin de la protection du drapeau tricolore pour être à l'abri des invasions chinoises, siamoises, japonaises, américaines, hindoues, malaises, voire germaniques et turques, ne gèberont plus cette farce. Ils verront clair comme le jour que la France, loin de vouloir les « protéger », songe tout bonnement à les vendre comme du bétail.

Que reste-t-il donc aux malheureux Indochinois ? A se défendre eux-mêmes ! Mais, pour cela, il leur faudra tout d'abord se débarrasser de l'impérialisme français qui a bel et bien envahi leur pays depuis bientôt un demi-siècle, et qui fait tout pour les empêcher de respirer et de vivre. L'obstacle une fois franchi, l'enlèvement de l'Indochine reconquise, alors les Indochinois, qui ne sont pas précisément des sauvages, ni des imbéciles, auront vite fait d'élever leur pays si vaste, si peuplé et si riche, à la hauteur d'une grande nation moderne, capable de se faire respecter elle-même dans le monde.

UN CANARD

Il s'appelle le *Courrier Colonial* (une feuille de chou qui a eu l'audace de provoquer le *Paria* à plusieurs reprises), et voici le fait sensationnel qu'il rapporte à l'usage de ses lecteurs :

« Des Russes introduisent des armes en Indochine »

Le tribunal de Haiphong a cherché à noyer à un navigateur russe qui avait introduit des armes et des munitions au Tonkin.

« Au cours des débats, on a appris que récemment deux Russes, habillés en gendarmes, avaient réussi à dérober à Haiphong 2.000 cartouches et 40 revolvers.

« On soupçonne que, pour trois Russes pris en flagrant délit de contrebande d'armes, il en est d'autres qui ont été plus heureux.

« On n'est pas éloigné de croire que l'on se trouve en présence d'une organisation dont l'objet est d'introduire des armes dans notre colonie. »

NG. the TRUYER

L'exploitation des Indigènes

CHEZ RENAULT

Dans l'immense forteresse que ce géant de Renault possède à Billancourt 27.000 hommes et femmes sont honteusement exploités. Dans ce nombre figurent 3.000 parias coloniaux ; ils subissent un sort encore plus misérable. Pourquoi ?

Parce que la majorité de mes camarades algériens sont moins instruits. Et Renault en profite pour les faire travailler à des salaires plus bas.

J'ai fait un petit tour au bureau d'embauche qui se trouve sur le quai de Billancourt, plus de 100 Algériens se trouvaient là. Ils discutèrent ; j'entrai en conversation avec eux et je sus le mécontentement qui régnait parmi eux. Tout à coup, la porte de la prison s'ouvrit, et ils entrèrent dans le bureau.

Là on demande leurs papiers, les plus coûteux sont acceptés. Puis, un jeune garçon de bureau les emmène dans un local pour les photographier.

On donne ensuite, à chacun d'eux, un numéro matricule (car la forteresse Renault est une succursale de la préfecture de police). Le prix d'embauche de ces travailleurs algériens est de 1 fr. 85 à 2 fr. 10 l'heure. Je me suis glissé parmi les ouvriers et j'ai fait un tour aux forges et aux fonderies.

Beaucoup de mes compatriotes mangeaient leur maigre repas, assis à même le sol. Ils m'ont dit : « Tu vois, personne ne veut faire le travail que nous faisons, c'est nous les moins payés. Quand on va demander de l'augmentation, les chefs nous répondent : « Faites 11 heures ou 12 heures, vous gagnerez votre journée. »

Pour subvenir aux besoins de nos familles, qu'on a laissées en Algérie, on est obligé de s'incliner, car tout est cher.

Je leur répond : « Pourtant, pendant la guerre, nous étions égaux avec nos frères français pour aller nous faire tuer, pour la défense des assassins capitalistes. Vous voyez, camarades, ce ne sont pas les ouvriers français qui sont vos ennemis, ce sont les patrons qui vous exploitent ensemble.

« Pour briser vos chaînes et revendiquer votre droit de « Travail égal, salaire égal », il faut entrer dans les syndicats révolutionnaires et au Parti communiste, les seules organisations de classe. »

Et les camarades me promirent leur adhésion à la C.G.T.U. et au P.C.

Je leur ai dit au revoir et je suis sorti discrètement pour ne pas me faire remarquer des flics du forban Renault.

SAID, Manœuvre.

Des Munitions pour le « Paria »

LISTE DE SOUSCRIPTION

Ng. Vinh..... 5
T. V..... 1.000

EN SYRIE

Le soi-disant Parlement du Grand-Liban avait autorisé le gouvernement à suspendre les journaux dont la propagande pourrait troubler l'ordre impérialiste.

A propos de cette mesure de l'impérialisme français, nous recevons le télégramme suivant :

« Les douze journaux soussignés, émus d'apprendre que, sur les instances du gouverneur du Grand-Liban, M. Cayla, et pendant l'absence du Conseil représentatif, un nouvel arrêté a paru, autorisant la suspension des journaux par mesure de gouvernement, avec des sanctions excessives et simultanées contre le propriétaire, le directeur et l'imprimeur ;

« Protestent contre des mesures despotiques contraires aux principes de la France libérale ;

« Sollicitent qu'il soit sursis à l'exécution de ces mesures, et qu'une commission d'enquête soit envoyée pour mettre fin à la situation critique due à la politique du gouverneur, M. Cayla ;

« Suspendent provisoirement pendant huit jours leur publication en protestation.

« Beyrouth, le 24 avril. »

(Sont les signatures des douze journaux.)

La légitime protestation des journaux libanais confirme une fois de plus que l'impérialisme français est toujours prêt à piétiner les principes de « démocratie » dès qu'ils le gênent. Les signataires de la protestation faisant appel à la « France libérale » seront sous peu déçus dans leurs espérances.

En France, comme dans le monde entier, il n'y a que le prolétariat et son Parti communiste qui prennent la défense de tous les opprimés et soutiennent les peuples coloniaux dans leur lutte pour l'indépendance totale et immédiate.

EN PALESTINE

Un des plus grands commis-voyageurs de l'impérialisme anglais, lord Balfour, s'il faut l'appeler par son nom, s'était avisé de faire une tournée de réclame en Palestine. Mal lui en prit ! Son arrivée à Damas provoqua une émeute formidable.

Dans les journées du 8 et du 9 avril, plus de 6.000 musulmans héraient et sifflaient le pauvre lord. Une véritable bataille s'engagea alors, entre la foule des manifestants et la fiscalité française qui mit tout zèle à défendre l'hôte anglais et qui fut secondée par des pompiers, par 2 compagnies de chasseurs à pied, 2 pelotons de spahis et 8 auto-mitrailleuses. Et même, des avions survolèrent la ville et des tanks parcoururent les rues. Coups de poing, coups de crosse ; des pierres, des balles ; des cris, du sang. Un spahi fut arraché de son cheval et assommé à coups de matraque. Un cocher fut abattu par une balle... Au total :

3 tués dont 1 officier.
30 blessés dont 2 officiers et 8 soldats.
Quant à lord Balfour, il s'était épié dans une chambre de l'Hôtel Victoria avec sa femme, pendant les deux jours d'émeute ; au troisième jour, lors de deux qu'il quitta Damas, des fautes et incognito.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imprimerie Française (Maison J. Dangou)
123, rue Montmartre, Paris (2e)
Georges DANGON, Imprimeur.

Le Gérant : Léopold MESNARD.

Manœuvres indigénophobes

A la suite des bagarres électorales qui se sont produites le 23 avril, rue Dramont, dans le 18^e arrondissement, entre fascistes et communistes, et qui avaient été provoquées par les premiers, M. P. Taittinger, un des chefs fascistes, monte à la tribune de la Chambre et s'écrie :

« Les assassins étaient encadrés par des étrangers, des Kabyles, des Annamites armés ! » Et puis, d'un air mystérieux, il raconte que le courrier de la Ligue des Patriotes était volé chaque jour par un jeune Annamite logé chez la concierge, qui portait les lettres à l'Humanité et faisait de l'argent on ne sait quoi.

M. Yarnegaray, lui, insulte les Algériens, les Tunisiens et les Marocains.

Enfin, un journal policier qui s'intitule la Liberté, et qui compte parmi ses plumeux le parate Outrey, publie ceci :

« Parmi ces bandes, on ne compte d'ailleurs qu'une minorité de Français : la plupart sont des anarchistes italiens ou espagnols, des Russes en grand nombre, des Bulgares, des Allemands, enfin des Kabyles, des Chinois, des Annamites, écume de toutes les nations et de toutes les émeutes.

Depuis des mois et des mois, le Parti communiste français, grâce aux subsides de Moscou, entretient en une sorte de demi-solde tous ces volontaires de la guerre civile et du pillage. Ils vivent dans des bouges de la banlieue, parqués comme des bêtes, des bêtes de proie, toutes prêtes à se lancer à l'assaut des riches quartiers de Paris, pour le vol (sic), le sac et la tuerie. »

Nous voilà bien fixés sur les sentiments qu'on éprouve à notre égard. Annamites et Kabyles sont des bêtes d'étrangers, non plus des « protégés » français, des « Français » d'outre-Mer, comme on nous avait fait croire de tout temps et notamment pendant la guerre où nous avons été appelés en France, en masse et de force, pour défendre une mère-patrie qui n'est point la nôtre, puisqu'il est dit que nous ne sommes pas Français !

Jésuites !

Un Canard

Ji s'appelle le *Nouveau Siècle* — et il prétend nous alpaguer. Écoutez-le :

« Le secrétaire général du *Secours international ouvrier*, nommé Mountzberg, a récemment transmis aux communistes français des sommes importantes « destinées, dit le journal danois *Extra Bladet*, à développer la propagande communiste aux colonies. »

Un rapport officiel du gouvernement des Soviets constate que « le mouvement s'étend peu à peu du Maroc aux possessions françaises en Algérie, où la lutte sera longue et pénible ? » Ou dit que « la propagande a eu un réel succès parmi les garnisons, dont la résistance aux actions révolutionnaires sera ainsi moins grande ? » et que la propagande communiste dans les colonies françaises est confiée à un comité spécial dirigé par Doriot, Treint et Lounion ? Enfin, de l'argent étranger est versé à ce comité. (Nouveau Siècle, 23-4-25.)